



Département de la
Seine-Maritime

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Le 14 Décembre 2015

Question n° 7

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **15 Décembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **17 Novembre 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**,
Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**,
Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**,
Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**,
Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**,
Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Stéphanie **ONFROY**,
Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**,
Pascal **DUMESNIL**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Aurélien **LECACHEUR**,
Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir :

Olivier LARDANS (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Valérie LEDOUX
(Pouvoir à Gérard **DELAHAYS**), Nordine HASSINI (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU **LUNDI 14 DECEMBRE 2015**

QUESTION : n° 7

4-1

OBJET : Service des Ressources Humaines – Mise à disposition de personnel municipal au Centre Communal d'Action Sociale

RAPPORTEUR : Monsieur Gilbert FOURNIER

Le CCAS est un établissement public administratif de la Ville de Montivilliers, chargé de piloter et coordonner l'action sociale municipale.

Il exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L.123-4 et L.123-5 du Code de l'Action Sociale et des familles ainsi que dans le cadre du décret n° 56-562 du 6 mai 1995, qui précise les attributions de cet établissement public.

Le CCAS de Montivilliers agit dans différents domaines :

- Insertion sociale
- Insertion professionnelle
- Accès et maintien dans le Logement
- Accompagnement du 3^{ème} âge
- Accompagnement du Handicap
- Mise en place de la Politique de la ville

Dans le respect de l'autonomie du CCAS et dans l'intérêt d'une bonne organisation des services, la Ville de Montivilliers s'engage toutefois à apporter au CCAS et pour certaines fonctions son savoir faire et son expertise.

Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de clarifier et de formaliser dans une convention la nature des liens fonctionnels existant entre le CCAS et le service Ressources humaines de la Ville de Montivilliers avec pour objectif de dresser l'étendue et la nature des concours apportés par la Ville de Montivilliers.

La mise à disposition de personnel communal au CCAS afin de donner à ce dernier les moyens d'accomplir pleinement son action dans ces domaines de compétences constitue le contenu de cette convention

La mise à disposition du personnel a été présentée et validée lors du Comité Technique Paritaire du 27 Novembre 2015 et de la Commission Hygiène et Sécurité du 18 Novembre 2015.

Afin de permettre la mise à disposition du personnel de la Mairie de Montivilliers actuellement affecté au CCAS je vous propose de donner votre accord sur la délibération suivante :

Aux termes de l'article 61 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret 2008-580 du 18 Juin 2008, il est précisé que :

- La mise à disposition ne peut avoir lieu qu'avec l'accord des fonctionnaires concernés.
- Les assemblées délibérantes des Etablissements d'origine et d'accueil doivent être préalablement informées de la mise à disposition.

En conséquence, je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition afin de permettre l'accueil des agents auprès du CCAS. Cette convention sera conclue pour une période d'un an.

La dépense correspondante sera inscrite de la façon suivante :

Exercice 2015

Budget Principal

Chapitre 012

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Entre :

Le Centre Communal d'Action Sociale de Montivilliers sis Cour Saint Philibert, 76290 Montivilliers, représenté par Madame Nicole LANGLOIS, vice-présidente, d'une part,

Et :

La Ville de Montivilliers, Place François Mitterrand, 76290 Montivilliers, représenté par Daniel FIDELIN, Maire,

● **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

● **Vu** la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

● **Vu** la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

● **Vu** le décret n° 85-1081 du 8 Octobre 1985 modifié, relatif au régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux,

● **Vu** l'avis favorable du Comité Technique du 27 Novembre 2015.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition :

La ville de Montivilliers met à disposition du Centre Communal d'Action sociale des agents titulaires ou contractuels pour exercer les fonctions de :

- Direction (1 CDI)
 - Gestion administrative et financière (1 rédacteur)
 - Gestion du service logement (1 rédacteur)
 - Conseil en insertion sociale et professionnelle (1 adjoint administratif)
 - Conseil en économie sociale et familiale (1 contractuel)
 - Coordination gérontologique (1 adjoint administratif)
 - Accueil (adjoint administratif)
 - Gestion de l'épicerie sociale et accompagnement social (adjoint administratif)
 - Restauration et entretien en RPA (5 adjoints techniques)
 - Permanences de nuit en RPA (2 adjoints administratifs)
 - Animation (1 agent d'animation à mi-temps)
- à compter du 1^{er} Janvier 2016 pour une durée de trois années.

Article 2 : Conditions d'emploi :

Le travail de ces agents mis à disposition est organisé par le Centre Communal d'Action Sociale sur 3 sites :

- Maison de la Solidarité
- RPA Eau vive
- RPA Beauregard

Le Service Ressources Humaines de la commune assurera :

- Gestion administrative de la carrière des agents titulaires
- Gestion administrative des agents non titulaires
- Gestion des temps de travail
- Gestion du Comité Technique commun (Ville-CCAS)
- Gestion des relations syndicales
- Gestion de la paie des agents titulaires, vacataires et agents en contrat aidé
- Suivi des questions d'hygiène et sécurité et gestion du CHSCT
- Organisation des visites médicales
- Gestion des accidents de travail, maladies professionnelles, congé longue durée et longue maladie
- Gestion de l'exécution du contrat risques statutaires
- Gestion de la masse salariale
- Gestion des actions de formation pour l'ensemble des agents
- Gestion des relations avec l'Amicale et le CNAS
- Appui à l'organisation de service et au management

Article 3 : Rémunération :

Versement : La Ville de Montivilliers versera à ces agents la rémunération correspondant à leur grade d'origine (*traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi*).

En dehors des remboursements de frais, le CCAS ne peut verser aucun complément de rémunération.

Remboursement : Le Centre Communal d'Action Sociale remboursera à la Ville de Montivilliers le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à ces agents mis à disposition, comme convenu dans la convention globale entre le CCAS et la Ville.

Article 4 : Contrôle et évaluation de l'activité :

Un rapport sur la manière de servir des intéressés sera établi par la direction du CCAS une fois par an et transmis au service des ressources Humaines de la ville de Montivilliers.

En cas de faute disciplinaire la ville de Montivilliers est saisie par le CCAS.

Article 5 : Fin de la mise à disposition :

La mise à disposition des agents peut prendre fin :

- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande des intéressés ou de la ville de Montivilliers ou du CCAS
- de plein droit lorsqu'un emploi budgétaire correspondant aux fonctions exercées par les intéressés est créé ou devient vacant dans la ville de Montivilliers ou au CCAS
- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention.

Si à la fin leur mise à disposition les intéressés ne peuvent être affectés dans les fonctions qu'ils exerçaient avant leur mise à disposition, ils seront affectés dans des fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, après avis de la Commission Administrative Paritaire.

Article 6 : Contentieux :

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Nîmes.

Article 7 : La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à ,
Le ,
Pour le CCAS, la vice-présidente

Fait à ,
Le ,
Pour la ville de Montivilliers
Le Maire